

TRIBUNE DE CAUX

Ouverture de la conférence de Caux



Rencontre avec Mère Teresa

LA RÉGION DE MONTREUX VOUS ACCUEILLE

SUTER S Villeneuve ☎ (021) 6016 22
VIANDES SUTER S
SUTER S QUALITÉ
QUALITÉ SUTER S



AUDI - NSU

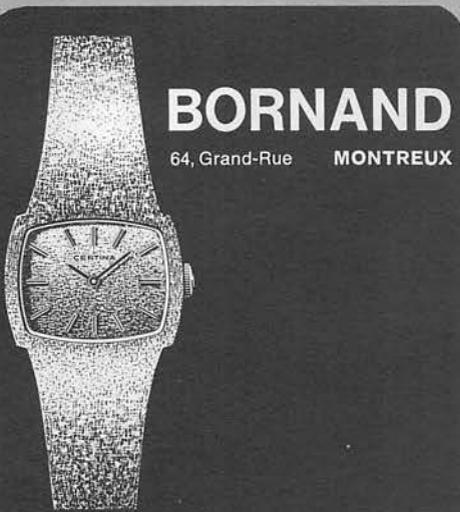
**GARAGE
DE BERGÈRE
VEVEY**

J.-L. Herzig

Tél. 51 02 55

**PITTELOU
CLARENS**

Envois pour tous pays
de petits fromages et
de chocolats suisses



BORNAND
64, Grand-Rue MONTREUX

CERTINA

COIFFEURS

Coiffure-Parfumerie ELLE et LUI

I. Fontana, maîtrise fédérale

Grand-Rue 74

Tél. 62 43 22

Glion - Coiffure

Dames - Messieurs

Marcel Favre

Tél. 61 34 14

LIPKA

BOUCHERIE-CHARCUTERIE

Avenue des Alpes 80

TÉLÉPHONE

Mérinat

ÉLECTRICITÉ

Entreprise d'installations
Maîtrises fédérales
Concession « A » de PTT

Avenue Paul-Cérésole 12
1800 Vevey

Revue mensuelle publiée par le Réarmement moral. Le reflet d'une action mondiale visant au changement de la société par le changement de l'homme. L'actualité vue dans cette perspective.

Responsable de la publication: Jean-Jacques Odier. Rédaction et réalisation: Paul-Emile Dentan, Jean-Marc Duckert, Catherine Dickin-son-Guisan, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration et diffusion: Rose Algrain, Nancy de Barrau, Jean Fliaux, Hélène Golay, Marcel Seydoux. Société éditrice: Editions, théâtre et films de Caux S.A. Imprimerie: Corbaz S.A., Montreux.

Suisse: Case postale 3, 1211 Genève 20. Tél. (022) 33 09 20
France: 68, bd Flandrin, 75116 Paris. Tél. (1) 727 12-64

Reproduction des articles autorisée avec mention d'origine.

Centre international de conférences:
1824 Caux-sur-Montreux, Suisse.
Tél. (021) 61 42 41.

ABONNEMENTS ANNUELS

(12 numéros)

France: FF 50. Suisse: Fr. s.: 24.—.
Belgique: FB 380. Canada: \$ 12.—.
Autres pays par voie normale: FF 55 ou Fr. s. 30.—. Pays d'outre-mer, par avion: FF 65 ou Fr. s. 32.—.

Prix spécial étudiants, lycéens:
FF 25.—; Fr. s. 15.—; FB 200.

Verser le montant de l'abonnement:

France: à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou au CCP 32 726 49, La Source.

Suisse: à la Tribune de Caux, CCP 10 - 253 66, Lausanne.

Belgique: au Réarmement moral, 297, rue Salzines-les-Moulins, 5000 Namur, CCP 000-057 81 60-40 — Bruxelles (avec la mention «abonnement Tribune de Caux»).

Canada: par chèque bancaire au nom de «Tribune de Caux», 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique: par mandat de 3250 francs CFA (abonnement avion) ou 2750 francs (par voie maritime) à la Tribune de Caux (68, bd Flandrin, 75116 PARIS), CCP 32 726 49, La Source, France.

L'Afrique et l'interdépendance

Khartoum, la capitale soudanaise située au confluent des deux bras du Nil, est devenue pour deux semaines la capitale du continent africain tout entier. Après avoir laissé aux ministres des Affaires étrangères le soin de débayer le terrain, les chefs d'Etat se sont rencontrés pour élire le nouveau président — pour une année — de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), confirmer l'élection de son secrétaire général et choisir le lieu de la conférence de l'année suivante.

Deux questions se posaient

aux hommes rassemblés à Khartoum: Seront-ils capables, chacun dans son pays, de rester au pouvoir et de préserver l'unité de leur territoire? Des 32 chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont fondé l'O.U.A. en 1963, sept seulement sont encore aujourd'hui en place. A part quatre qui sont décédés de mort naturelle, 21 ont été renversés par des coups d'Etat plus ou moins sanglants.

Mais le sujet principal à l'ordre du jour était la question de l'interdépendance. Aucun Etat ne peut aspirer aujourd'hui

à une totale indépendance. Mais jusqu'où doit aller la dépendance des forces venant de l'extérieur? Pour les uns, les Cubains et les Russes sont des amis venus en aide au moment difficile, pour les autres ce sont des «éléments étrangers» essayant de soumettre à leur contrôle le continent tout entier. La même différence de vues existe en ce qui concerne l'aide des Occidentaux ou de l'Arabie Séoudite à l'autre groupe de pays.

Le nouveau président de l'O.U.A., Numeiri, qui a conduit son pays par des phases «pro-russes» et «pro-occidentales» et qui a su encourager une réconciliation nationale entre le Nord musulman et le Sud chrétien, parviendra-t-il à éviter une confrontation entre les deux camps pratiquement égaux et à clarifier les choix d'avenir pour tout le continent? Il faut le souhaiter — pour l'Afrique et pour nous.

Méridien.

à travers champs

Sur la jetée

A la veille de l'an 2000, Florence aura 25 ans. Comme ses camarades de l'école maternelle et d'ailleurs, elle porte les espoirs de l'humanité pour le prochain millénaire.

Le premier dimanche de juin, il faisait beau et nous avions emmené Florence à la découverte des jolis villages maraîchers de la Pointe de Barfleur. Puis, comme la mer était basse, nous sommes allés jusqu'au phare de Gatteville ramasser entre les rochers de petits galets multicolores polis comme des œufs d'oiseaux.

En avant de l'immense colonne de granit rose bâtie vers 1850 et dont le feu balaie la mer sur 30 km, le petit phare d'autrefois semble un nain... Mais il sert de support aujourd'hui aux bras tournants d'un radar.

Nous allions rentrer quand Florence s'échappa, grisée par le vent de l'indépendance. Tête brune, tricot rouge, elle filait sur la longue jetée qui relie le socle du phare aux premières maisons du village. Nous la perdions presque de vue, bête à bon Dieu minuscule entre les lignes convergentes de l'antique chaussée de pierre, quand elle fit soudain demi-tour pour courir vers nous et se jeter dans nos bras.

Heureusement, nous avons résisté à la tentation de la rappeler...! En l'embrassant, nous pensions avec gratitude à ce que le passé nous a légué de pierre solide, de lignes droites et de signaux lumineux pour baliser la route des enfants du siècle à venir.

Philippe Schweisguth.

DANS CE NUMÉRO

Le thème d'ensemble des rencontres de l'été 1978 à Caux, «Pour une démocratie plus crédible», revêt de multiples facettes. Dans un numéro précédent, nous en avons déjà abordé certains aspects.

C'est le plus souvent grâce à des hommes ou à des femmes fidèles à la qualité de vie qu'ils ont choisie et à l'appel ressenti au plus profond de leur être que la démocratie et ses libertés sont non seulement sauvées, mais établies et renforcées. Certains des récits et témoignages que nous publions ici l'attestent: tel l'exemple de ce poète mélanésien qui aide le premier ministre de son pays à résoudre une délicate crise politique (page 6) ou cette évocation de Mère Teresa (page 8) ou encore ce portrait d'un homme d'Etat anglais et de ce qu'il a fait pour les habitants des colonies de la Couronne (page 14).

Ouverture de la conférence de Caux

La conférence internationale du Réarmement moral a ouvert ses portes le 8 juillet à Caux en présence de M. Armand Barman, président du Grand Conseil vaudois, et d'autres représentants des autorités locales et du corps diplomatique.

Pour une démocratie plus crédible

La conférence a pour thème: Pour une démocratie plus crédible. Elle fait suite à plusieurs rencontres internationales qui ont eu lieu sous l'égide du Réarmement moral en cette année qui marque le centenaire de la naissance de son fondateur, Frank Buchman. Au mois de janvier, des représentants des pays du Pacifique se retrouvaient à Brisbane, en Australie. Au mois de mars, le premier ministre de l'Inde, M. Desai, ouvrait une conférence à la Nouvelle Delhi. En mai, des Français de tous bords se retrouvaient à Orléans pour des journées nationales de concertation. Enfin, au début de juin, à Freudenstadt, un grand rassemblement international était placé sous le patronage du président de la République fédérale allemande, M. Walter Scheel.

A Caux, les principaux orateurs de la séance d'ouverture étaient le diplomate et homme politique ghanéen Yakubu Tali et le juge Khanna, qui, alors qu'il était membre de la Cour suprême de l'Inde, s'était opposé à la suppression des libertés individuelles pendant l'état d'urgence et avait été pour cela écarté par le gouvernement de M^{me} Gandhi. Il est aujourd'hui président de la commission juridique du gouvernement de M. Desai.

2500 participants attendus

M. Kim Beazley, ancien ministre australien de l'Education, a déclaré pour sa part: «La crédibilité de la démocratie dépend toujours de la crédibilité des démocrates, qu'ils soient gou-

vernants ou gouvernés. Quant à moi, je suis devenu un démocrate plus crédible lorsque j'ai décidé de ne rien vouloir prouver, ni justifier et que j'ai renoncé à toute recherche d'avantage personnel.» Cette attitude appliquée par

M. Beazley dans ses fonctions de ministre l'a amené à repenser la politique de son pays en ce qui concerne l'éducation des enfants aborigènes.

Au nom de la Fondation suisse pour le Réarmement moral, son président, M. Daniel Mottu, a résumé ainsi les objectifs de la conférence: «De partout, à l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, les gens aspirent à une démocratie vivante, fondée non seulement sur les gestes rituels d'un processus électoral, mais sur des valeurs morales respectées dans le quotidien des rapports entre les hommes.»

Des délégations d'Afrique australe, du Moyen-Orient, du Japon et des divers pays européens participeront aux rencontres de Caux. En tout, on attend quelque 2500 personnes d'ici au 4 septembre.

«Par notre manière de vivre, nous créons des dictateurs», affirme un chef musulman du Ghana

«C'est la manière dont certains d'entre nous vivons qui fait de nos dirigeants des dictateurs», a déclaré Alhaji Yakubu Tali, le Tolon Na, chef musulman du nord du Ghana, qui fut durant 17 ans membre du parlement de son pays et ensuite ambassadeur, notamment au Nigeria et en Yougoslavie.

«Il est une attitude très répandue aujourd'hui qui consiste à ne dire aux plus hauts dirigeants de nos pays que ce qui peut leur faire plaisir, afin d'être bien vu et de tirer

bénéfice de leurs faveurs, a poursuivi le Tolon Na. Le résultat, c'est que les dictateurs sont parfois les gens les moins bien informés de ce qui se passe réellement dans leur pays.

«Nous nous en sommes toujours pris à la Constitution quand les choses allaient mal. Au Ghana, nous en avons déjà eu quatre depuis l'indépendance, et une cinquième était en voie d'être adoptée quand le chef de l'Etat a démissionné tout récemment.

»Mais le problème ne réside pas dans la



Alhaji Yakubu Tali, Tolon Na, chef musulman du nord du Ghana

Constitution: il réside dans les Ghanéens eux-mêmes: ce sont eux qui sont la source des maux qui affligent notre pays.

» Je vois bien, ici, ce que cela peut vouloir dire. Si les dirigeants changent, ils peuvent changer les citoyens; et si des citoyens changent, ils peuvent changer leurs dirigeants. Si nous combinons ces deux éléments, la paix reviendra dans notre continent.

Le Président de la Commission juridique du gouvernement indien: «Les remparts de la liberté se trouvent dans le cœur de l'homme»

Le juge H. R. Khanna a derrière lui une brillante carrière de juriste qui le conduisit à la Cour suprême de son pays où il siégea jusqu'en 1976. Ayant tenu tête à M^{me} Indira Gandhi, alors premier ministre, il dut démissionner de son poste, et son geste eut un immense retentissement: le lendemain, tous les tribunaux, juges, greffiers et avocats firent grève dans l'ensemble du pays en signe de protestation.

« On a parfois dit que les droits de l'homme étaient un luxe que les pauvres ne pouvaient s'offrir, a déclaré notamment M. Khanna. C'est là un thème favori des partisans de mesures autoritaires. Ils se posent en défenseurs des opprimés, et ce prétexte sert de justification à leur emprise totalitaire.

» L'expérience de l'Inde, au cours d'élections successives, nous a montré que de larges sections de la population, qui vivent dans des conditions difficiles, savent faire preuve d'autant de discernement politique que ceux qui vivent dans la prospérité.

» Le progrès économique est certes indispensable au fonctionnement régulier d'institutions démocratiques, mais seuls les progrès sociaux et économiques nés de la coopération volontaire du peuple ont des chances d'être durables.»

Le juge Khanna s'est enfin appliqué à mettre en évidence les qualités de caractère qui permettent le bon fonctionnement de la démocratie: le sens de responsabilité, la discipline, l'absence de peur, car celle-ci brise la personnalité et réduit les consciences au silence. Et il a conclu: « Les remparts de la liberté se trouvent en fin de compte dans le cœur des hommes. »

» Certains hommes d'Etat africains se préoccupent exclusivement du développement de leur pays. Mais des forces sont au travail pour semer la division entre eux. Peut-être prétendent-ils ne pas s'intéresser aux idéologies, mais les idéologies s'intéressent à eux. C'est là un fait dont ils doivent prendre conscience.»

Le Japon à cœur ouvert

Un jeune Japonais, M. Yukihiisa Fujita, de Yokohama, a fait à Caux une déclaration qu'il nous a paru intéressant de publier dans le contexte actuel des relations entre le Japon et l'Occident.

« J'apprécie beaucoup qu'à Caux, des gens de toutes races, de tous continents, de toutes cultures parviennent à travailler ensemble, dans l'amitié et la confiance, comme ils le font. Si Caux se trouvait au Japon, il n'en serait pas ainsi. Nous autres Japonais, nous tenons tellement à être différents que nous avons du mal à nous associer avec ceux qui ont une autre origine que nous.

» Aujourd'hui, les Japonais se demandent: « Qu'est-ce qui ne va pas chez nous? Nous avons travaillé dur, nous avons produit les biens que les autres veulent nous acheter. Pourquoi sommes-nous pénalisés pour avoir si bien réussi? » Nous disons aussi: « C'est à eux de faire le pas suivant, parce que nous avons fait bien plus d'efforts pour les comprendre qu'eux pour nous comprendre. » On attribue ce genre de réaction à notre isolement. Je crois plutôt que cela est le fait de notre caractère et de nos attitudes.

» Jamais nous n'avons travaillé à fond, en étant totalement responsables, aux côtés d'autres nations. Nous avons travaillé en demandant aux autres nations d'approuver nos efforts.

» Je crois que nous devons maintenant pleinement assumer notre destinée et nous consacrer à des tâches qui nous dépassent, en nous donnant aux autres nations. C'est ainsi que nous sortirons de notre isolement.»



Participants à la conférence de Caux:
Luis Pereira, un dirigeant des favelas de Rio,
et sa femme Edir.

PAPOUASIE - NOUVELLE-GUINÉE

Kumalau Tawali, poète et patriote

«Le jour de l'indépendance de mon pays, c'est à moi qu'est revenu de présider la cérémonie qui s'est déroulée dans mon village natal. En tant qu'instituteur, j'étais le seul représentant du gouvernement. Sur la place du village, en présence de mes oncles et tantes et de toute la population, j'ai proclamé l'indépendance. Après cela, nous avons dansé.»

La vie du poète Kumalau Tawali est intimement liée à l'histoire de son pays, cette ancienne colonie australienne qui a acquis son indépendance sans heurt en 1974, un pays dont on dit qu'il a dû passer en l'espace d'une génération de l'âge de pierre à l'ère atomique. Fils de pêcheur, Kumalau est né il y a trente ans sur un petit atoll au large de l'île de Manus, qui se trouve à l'extrême nord de l'archipel néo-guinéen, loin des routes internationales, à plus de mille kilomètres de la capitale.

«Je ne pensais pas qu'il pût exister un autre

endroit que Manus, nous raconte-t-il en évoquant son enfance. Là-bas, il n'y a que les nuages pour barrer l'horizon. Quand la lune se lève, nous pensons que c'est *notre* lune et nous ne pouvons pas croire que c'est la même lune qui se lève au-dessus des autres pays du monde.

«Quand mon père allait à la pêche, ni la pluie ni le vent ne l'arrêtaient. Il partait en canot, parfois avec une voile. A son retour, il troquait le produit de sa pêche: une corde de poissons contre un régime de bananes. Il n'y avait ni monnaie, ni marchandage et c'étaient les chefs de village qui fixaient les termes du troc, la valeur des marchandises dépendant des quantités disponibles.

«Dans notre langue, le *titan*, on se sert beaucoup de la poésie. Nos mères et nos grand-mères nous récitaient de petits poèmes pour enfants et nous racontaient des légendes. C'est

de cette façon que nous apprenions à distinguer le bien et le mal. C'est ainsi que mon imagination créatrice s'est éveillée. Puis, à l'école, j'ai beaucoup lu et je me suis très vite intéressé à la poésie.»

Ce que mon interlocuteur retient de ses études secondaires — il était pensionnaire dans une autre île, très loin de chez lui — c'est qu'il y a fait la connaissance de garçons venus d'autres tribus. «On peut toujours critiquer l'éducation colonialiste que nous avons reçue, ajoute-t-il; mais elle a eu un grand effet unificateur. Il était bon qu'on nous inculque l'esprit d'unité.» C'est à cette même époque qu'il a senti gronder en lui, pour la première fois, le vent de la rébellion contre l'autorité des blancs: «Certains de nos professeurs étaient stricts, trop stricts. Une fois, notre classe a même fait la grève.»

Des grenouilles pour le premier ministre

Brillant élève, le jeune Kumalau est sélectionné en 1967 pour entrer à l'université. Il fait partie de la seconde promotion de la toute nouvelle Université de Papouasie-Nouvelle-Guinée à Port-Moresby, celle où il enseigne aujourd'hui la littérature du Pacifique. C'est là qu'il devait faire la découverte de toutes sortes de courants révolutionnaires.

«Nous nous préparions à l'indépendance, raconte-t-il, et nous avions une sorte de mouvement de *pouvoir noir*. Influencés par ce qui se passait en Amérique, des étudiants préconisaient la violence et une action brutale contre le régime colonial.» Lorsqu'on lui a demandé d'être un des dirigeants du mouvement, Kumalau Tawali, bien que sensible à cette idéologie, a préféré se tenir à distance. Il a néanmoins participé à certaines manifestations et se souvient en particulier de la visite du premier ministre australien, John Gorton. Tous les étudiants de l'université étaient allés à l'aéroport au moment de son arrivée. Ils avaient amené des grenouilles vivantes attachées à des fils et les ont lâchées dans les jambes des officiels et de la police, ce qui ne fut guère apprécié.

La force de dire non

«Au cours de mes années d'études, reprend-il, alors même que les idées du pouvoir noir faisaient leur chemin en moi, j'ai rencontré des gens du Réarmement moral, des Australiens, qui se sont excusés auprès de moi. Que des blancs, représentants de la puissance coloniale, fassent un tel geste alors que régnaient la discrimination et la peur, cela m'a vivement



impressionné. Car il faut du courage et de l'humilité pour faire des excuses. J'ai aussi constaté que ces gens étaient heureux de vivre, qu'ils avaient un but bien défini. Cela se voyait à leur visage. Ce qui m'a changé, c'est le fait que leur idéologie prenait sa source dans leur vie privée, ce qui n'était pas le cas de mes camarades du *pouvoir noir*. Moi qui ne croyais pas en Dieu, moi qui étais comme une forêt vierge pour ce qui est de la foi, je me suis dit qu'il devait y avoir un Dieu pour changer ces gens, qui venaient de tous les horizons et qui représentaient toutes les races. Or, à cette époque, ma vie était pleine de mauvaises choses. Ou bien je décidais de m'en débarrasser, ou bien elles allaient me détruire. J'ai tout mis sur papier et j'en ai parlé à un ami. Celui-ci me dit que si je me tournais vers Dieu, ces choses tomberaient d'elles-mêmes. Alors Dieu a brisé mon *moi* et j'ai eu la force de dire non à la boisson, non à l'impureté, non à la haine.»

Le monstre et le héros

La dernière année du jeune poète à l'université prit alors une tout autre tournure. Avec quelques camarades, il se lança de tout son être dans le combat des idées, s'appuyant sur la foi qu'il avait trouvée. De nombreux étudiants s'engagèrent sur la même voie que lui. «Nous autres Mélanésiens, précise-t-il, nous ne sommes pas des fanatiques. Nous préférons le bon sens. Dans notre mythologie, il y a toujours un monstre qui est tué par un héros. L'homme de bien l'emporte à chaque fois.»

Après ses examens finaux, Tawali se trouva confronté à de difficiles décisions. Allait-il poursuivre ses études, peut-être à l'étranger, et tout faire pour devenir une grande figure du monde littéraire? Ou allait-il choisir de suivre Dieu, quel que soit l'endroit où cela allait l'entraîner? «Ce qui m'a aidé à prendre la bonne décision, précise-t-il, c'est le besoin que je ressentais de travailler avec ceux qui pourraient aider à apporter l'unité et l'esprit de pardon aux tribus de mon pays. Tant pis pour le titre de docteur en lettres que je n'ai pas eu. Je ne m'en sens pas moins qualifié pour ce que j'ai à faire.»

Il quitta alors son pays et passa deux ans et demi avec les équipes du Réarmement moral, se rendant notamment en France, en Suisse, en Grande-Bretagne, mais aussi au Vietnam et au Laos.

PHOTOS: Pages 4 et 5: Franzone. P. 6: E. Peters. P. 8: CIRIC. P. 10: Azzopardi. P. 12: Franzone. P. 15: National Portrait Gallery, London.

«En Europe, continue-t-il, mes yeux se sont ouverts à un autre monde, un monde très différent de mon village natal. Tout allait plus vite, d'étranges trains circulaient sous terre, mais bientôt je sus comment m'y retrouver. Quand on sait quelle est sa mission, Dieu vous donne l'amour de ces nations étrangères.»

Sans un seul coup de feu

De retour dans son pays, il se préoccupe des divisions tribales, qui vont en s'aggravant depuis l'indépendance. «Si nos dirigeants ne parviennent pas à surmonter ces divisions, poursuit-il, ils découvriront qu'après avoir chassé l'ennemi étranger, ils seront devenus leurs propres ennemis et ils s'entre-tueront. Grâce à Dieu, nous avons pu acquérir l'indépendance sans effusion de sang, sans qu'un seul coup de feu soit tiré sur un blanc. Et le jour de l'indépendance, c'est dans une atmosphère de respect et de tristesse que nous avons amené le drapeau australien pour le remplacer par notre propre drapeau.

«Les épreuves sont venues après. Beaucoup de gens se demandaient si nous arriverions à nous entendre entre nous. De fait, un an après l'indépendance, plusieurs mouvements séparatistes se sont développés, notamment dans l'île de Bougainville. Le risque de sécession était grand. Les habitants de l'île (où se trouve une des plus grandes mines de cuivre du monde, source principale de richesse de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. *NDLR*) étaient sur le point de former leur propre gouvernement. Le premier ministre et le gouvernement central se préparaient à envoyer sur place d'importantes forces de police. Nous étions plusieurs, à ce moment-là, à nous demander ce que l'on pourrait bien faire. Un matin, j'ai écrit quelques lignes, sous forme de poème, à l'intention du premier ministre. Je m'efforçai de lui donner une vision de ce que pourraient être les rapports entre toutes nos tribus.»

Le poème du dénouement

Il semble que ce poème a joué un rôle précis dans le dénouement de la crise. Car quelques jours plus tard, le gouvernement décidait de ne pas envoyer les forces de police qui auraient écrasé *manu militari* la tentative de sécession de Bougainville. Changeant de tactique, le premier ministre décida de se rendre sur place avec une équipe de conseillers et de discuter avec les représentants de l'île jusqu'à ce que soit trouvé un compromis. C'est ce qui se produisit: un nouveau nom fut donné à la province (Nord-Salomon), un gouvernement local fut créé, pour s'occuper des affaires propres à l'île, etc.,

tout ceci avec l'aval du gouvernement de M. Somare¹.

Quelques jours plus tard, notre interlocuteur rencontrait devant le palais du gouvernement une personnalité proche du premier ministre qui lui dit ceci: «Vous savez, ce sont vos quelques lignes qui ont touché le cœur du premier ministre et qui lui ont fait décider de ne pas envoyer les troupes à Bougainville.»

A la fin de l'année, Kumalau Tawali espère pouvoir se libérer à nouveau de ses obligations professionnelles pour travailler avec le Réarmement moral. Car il sent que sa région, l'océan Pacifique, et les peuples qui l'habitent, ont une mission particulière à accomplir. «Ce n'est pas par hasard que les Portugais ont appelé notre océan l'océan Pacifique. Peut-être bien que nous sommes destinés à être porteurs de paix. J'ai la vision d'une société de villages, où les gens écoutent l'Esprit, partagent ce qu'ils ont, où chacun peut s'exprimer et participer aux décisions, où le pardon est possible lorsqu'il y a un conflit. Peut-être est-ce à nous de faire en sorte que cet esprit-là ne meure pas à la surface du globe.»

Propos recueillis par Philippe Lasserre.

¹ Géographiquement, l'île de Bougainville, maintenant province de Nord-Salomon, fait partie de l'archipel des Salomons qui est devenu indépendant le 6 juillet dernier. Politiquement, elle appartient à la Papouasie - Nouvelle-Guinée.

Lettre d'une jeune Mélanésienne

Quelque temps après leur séjour en Nouvelle-Calédonie, M. et M^{me} Lasserre ont reçu une lettre d'une jeune élève d'un collège secondaire situé sur la côte est de l'île. Ils avaient eu l'occasion de parler du Réarmement moral à la classe dont fait partie cette jeune fille.

«Vous m'aviez laissé un petit livre (*le Livre noir et blanc*), écrit-elle, et je l'ai fait passer aux élèves. Je vous assure qu'ils le trouvent très intéressant.

«Je trouve très intéressant aussi ce que vous m'avez dit de la voix intérieure. Je vous assure que j'ai fait ce que vous m'avez ordonné de faire. Je peux vous dire que le premier matin où je l'ai fait, j'étais bien surprise. On dirait que j'avais changé. Depuis ce jour-là, chaque matin quand je me réveille, je suis assise sur mon lit, toute seule, et j'écoute.

«Qu'est-ce que je peux vous dire de plus, rien que ce petit mot: «merci», résumant notre reconnaissance.»



Rencontre fortuite avec Mère Teresa

L'ami qui m'avait amené à l'aéroport avait bien remarqué parmi la foule les robes si caractéristiques de l'ordre des sœurs de la Charité, avec leur voile blanc bordé de bleu, mais je ne m'attendais pas à trouver dans la salle d'attente Mère Teresa elle-même, assise toute seule, après qu'elle eut pris congé d'un groupe de sœurs maintenant établies en Australie. Je savais

que Mère Teresa s'était liée d'amitié — également au hasard d'une escale d'avion — avec la comédienne anglaise Phyllis Konstam-Austin, dont le mari est un de mes meilleurs amis. Je m'avançai donc vers Mère Teresa, qui m'accueillit en joignant les mains à la façon indienne et nous engageâmes la conversation.

A peine avais-je posé la question: «Qu'est-ce qui vous amène en Australie?» que je vis une lueur plutôt réprobatrice dans son regard. «Les Aborigènes, bien sûr!» J'aurais dû le deviner. «Nous avons ouvert deux maisons, enchaîna-t-elle, l'une en pleine brousse près de Darwin, l'autre, urbaine, près de Sydney. Les besoins des Aborigènes sont énormes. Ils sont souvent rejetés, ou ignorés.» Je me mis à parler de la conférence du Réarmement moral à laquelle j'avais assisté à Brisbane: des responsables aborigènes en avaient pris l'initiative, le Sénateur Bonner, et Reg Blow, dirigeant d'une association aborigène à Dandenong. Je tendis le rapport de cette conférence à Mère Teresa: elle se déclara très intéressée et encouragée. «Il y a tant à faire, n'est-ce pas? dit-elle. La misère n'est pas uniquement matérielle. Il existe une pauvreté toute spirituelle, celle qui ronge et qui fait souffrir. En Inde, la misère matérielle existe, mais les gens ont une foi à laquelle se raccrocher. Les Aborigènes, eux, n'ont rien vers quoi se tourner. Notre travail doit combler ce vide.»

Mère Teresa n'était en Australie que depuis une semaine, pourtant elle avait fait des milliers de kilomètres pour ouvrir deux maisons dans des régions qui en avaient besoin.

Maintenant, elle revenait à Calcutta. «Combien de maisons de ce genre existe-t-il dans le monde?»

demandai-je. «Cent quatorze», fut la réponse. «Il y a plus de 1400 sœurs de la Charité. Ce sont pour la plupart des femmes jeunes, venant de partout, mais principalement de l'Inde. Elles ont donné leur vie au service de Dieu. L'expansion étonnante qui a eu lieu ces vingt-cinq dernières années est Son œuvre. Tout ce travail ne fait que proclamer Son existence. Ce qui m'émerveille en Lui n'est pas tant la grandeur et la majesté que nous Lui attribuons d'office. N'est-ce pas Lui qui a créé tout ce qui nous entoure?» Et Mère Teresa de décrire un grand arc de cercle de sa main. «Non, ce qui m'émerveille, c'est Son humilité. Oui, Son humilité.»

Nous sommes montés à bord. Nos sièges, voisins, se trouvaient de part et d'autre de l'allée centrale. Il y avait peu de passagers. Mère Teresa portait un sac de jute cousu de bon fil solide. Ce sac était bourré de toute la correspondance qui l'avait rattrapée pendant son séjour en Australie. Elle sourit: «Voilà mes devoirs pendant le voyage.» Je lui demandai: «Répondez-vous personnellement à chaque lettre? — Naturellement. Vous savez, presque toutes proviennent de jeunes femmes qui sont prêtes à donner leur vie et à accepter les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance pour faire partie de la Mission. Mon plus grand souci, c'est de faire tout ce que je peux pour qu'elles s'engagent par amour pour Dieu, et par reconnaissance pour ce qu'Il a fait pour elles. Il ne s'agit pas qu'elles s'engagent pour m'aider à travailler parmi les mourants ou à être satisfaites de tâches rebutantes. Il s'agit de servir Dieu, et de répandre le pardon.

»Un jour, par exemple, nous avons eu affaire à une situation extrêmement pénible. Des sœurs et moi-même venions de charger dans un véhicule quelques malades dans une rue de Calcutta. Au moment de repartir, un gémissement humain se fit entendre. J'ouvris la porte et regardai tout autour, mais il n'y avait personne. Le cri semblait provenir d'une poubelle placée au bord de la rue. Je m'approchai et découvris, dans la poubelle même, une vieille femme au visage tuméfié. Nous la transportâmes dans le véhicule, tandis qu'elle continuait à gémir. Elle maudissait avant tout son fils qui l'avait battue et qui l'avait laissée là à mourir. Nous l'avons lavée, pansée et nourrie, mais elle restait très agitée. Nous lui avons demandé: «Seriez-vous prête à pardonner à votre »fils?» Avec beaucoup de patience, beaucoup de prière et de persuasion, nous avons essayé de l'aider à accepter l'idée du pardon. Aux petites heures du matin, le lendemain, elle s'est détendue et a dit oui. Nous avons dû alors nous mettre à la recherche de son fils, ce qui n'a pas été facile. Effectivement celui-ci avait un peu l'air d'une brute. Mais il vint quand même voir sa mère. Celle-ci, avec beaucoup de courage, lui dit: «Mon fils, je te pardonne.» Il y eut un moment d'angoisse. Nous ne savions ce qu'il allait

répondre, mais il accepta ce pardon, et ajouta: «Mais »toi aussi, tu dois me pardonner.» Quelques heures après, cette femme mourait.»

Mère Teresa fit une légère pause, puis elle se tourna vers moi. Je sentis des doigts maigres, mais une poigne assurée se refermer sur ma main. «Voyez-vous, Monsieur Manson, le pardon est la chose la plus importante au monde.» Son regard était intense, et la pression de sa main se fit encore plus forte. «Il n'y a pas de vraie réconciliation sans pardon.»

Elle retira sa main et désigna les lettres entassées dans son grand sac de jute. «Celles qui m'écrivent seraient-elles prêtes à transmettre le pardon? Car c'est là l'essentiel de notre préoccupation pour tous ceux que nous prenons en charge.» Mère Teresa remit ses lunettes, sortit son papier à lettres et son stylo-bille pour s'attaquer à cette tâche immense: répondre à chaque lettre, une à une, dans un esprit de prière.

A un moment, elle me tendit une grande feuille avec en-tête. «Que répondriez-vous à celle-ci? Lisez-la!» C'était une lettre du président des étudiants de l'Université de Melbourne, lettre remarquable qui traduisait le désir de cet homme de mobiliser les étudiants pour combattre l'injustice et construire une société nouvelle.

Quand nous avons atterri à Sydney, elle avait déjà cacheté quelques lettres, espérant bien pouvoir les mettre à la boîte. Mais ce jour-là, précisément, une bombe avait explosé à l'hôtel Hilton où s'étaient réunis les premiers ministres du Commonwealth des pays d'Asie et du Pacifique. Le commandant de bord annonça que, par mesure de sécurité, aucun passager ne pouvait quitter l'appareil pendant l'escale. Quelle déception pour Mère Teresa dont les lettres devaient être postées. «Je vais demander à l'hôtesse de les confier à quelqu'un. Oh, mais je n'ai pas de timbres!» Elle ferma les yeux. Je me souvins tout à coup que quelques timbres me restaient et les lui tendis. Elle s'en empara comme l'éclair, les colla, et descendit toute l'allée en courant, en dansant presque, jusqu'à l'hôtesse. Elle revint en souriant. Elle n'avait pas besoin de me remercier. Bien sûr, la Providence avait ces timbres tout prêts pour elle! Elle se rassit pour continuer sa correspondance. Le naturaliste écossais Drummond parlait souvent du «ministère de la correspondance»; eh! bien, Mère Teresa le pratiquait avec ardeur.

Pendant quelques heures, alors que nous survolions ces immenses étendues de mer, ces terres orientales et les multitudes qui les habitent, quelle expérience rafraîchissante pour moi que la vitalité indomptable et exultante de Mère Teresa. On comprend tout de suite qu'elle est totalement disponible, prête à servir Dieu n'importe où dans le monde, ne doutant jamais que la puissance de Dieu est en permanence à la portée de chaque être humain.

Matt Manson.

Un pas après l'autre

par Florence Dommel

De Rhodésie, où elle travaille en ce moment avec les équipes du Réarmement moral, une jeune Française, Florence Dommel, nous envoie le texte qui suit. C'est le fruit d'une expérience qu'elle retrace avec minutie. Nous reproduisons ce récit tel qu'il nous parvient.

A l'âge de treize ans, j'ai été profondément choquée par l'attitude de certains chrétiens et, à partir de ce moment-là, j'ai commencé à avoir des doutes sur l'enseignement religieux que je recevais, sur sa valeur propre, et surtout sur l'impact de l'Eglise dans la vie courante et en face des problèmes du monde.

Deux ans après, j'ai fait dans l'Eglise protestante ma confirmation malgré tout, me disant que, de toute façon, je n'avais rien à y perdre. Mais peu après j'ai tout laissé tomber définitivement : la religion n'avait décidément à mes yeux aucun lien avec la vie quotidienne.

Les idées du Réarmement moral m'ont intéressée par leur lien avec la vie de tous les jours et j'ai été spécialement frappée par cette idée d'écoute et d'obéissance à ce que l'on sent être juste au plus profond de soi-même. De nombreux récits de changements intervenus dans des familles, des écoles, des lieux de travail... quand quelqu'un avait décidé d'écouter cette «voix intérieure» m'ont poussée à en faire l'expérience personnellement. A travers cela, j'ai commencé à découvrir une toute nouvelle perspective sur la vie en général. Quand on trouve une réponse à un problème personnel, si petit soit-il, on ne peut s'empêcher de penser : «Si cela m'arrive à moi, pourquoi pas à d'autres?» Et si l'on peut trouver une réponse à un problème personnel, pourquoi pas à des problèmes plus importants au niveau de la société?

Un grand nombre de personnes qui participent à l'action du Réarmement moral ont une foi en Dieu. En ce qui me concerne, mon engagement s'est fait sur une base purement «humaine», celle de vivre moi-même ce que j'attendais des autres.

J'ai appris à faire de plus en plus confiance à cette «voix intérieure» et elle est de plus en plus devenue le fondement de toutes mes décisions. Une expérience qui m'a particulièrement marquée est la façon dont j'ai décidé quoi faire après le lycée, puis plus tard, fin 1974, décidé

de donner quelques mois à plein temps avec le Réarmement moral (en fait près de quatre ans maintenant).

Une difficulté imprévue

Fin 1976, je venais de me joindre à une équipe itinérante de jeunes dans le cadre de cette action. Nous «démarrions» et, en plus de divers dons que nous avions reçus, chacun d'entre nous avait contribué financièrement au maximum de ses possibilités. J'avais décidé de mettre dans le fonds commun une partie des dons personnels que j'avais reçus ainsi que le produit de la vente de mon Vélosorex et de garder le reste.

La décision d'un des jeunes de donner la totalité de ses économies m'a aidée à voir que de mon côté, je n'avais jamais réfléchi à fond à la question, peut-être par «mesure de sécurité». «Mais alors, me suis-je dit, est-ce que cela voulait dire que je ne croyais pas vraiment à ce que nous nous sentions appelés à faire, en tant que groupe?»

Sans que j'aie forcément la même décision à prendre que ce garçon, j'ai tout à coup pris conscience de ce que mon engagement au sein de l'équipe n'était pas à 100% et que, financièrement parlant, je devais tout remettre en question et être prête à n'importe quoi : sans des motivations parfaitement claires de ce côté-là, je n'avais aucune place dans le groupe.

C'était une difficulté «morale» imprévue et qui demandait une solution urgente. La pression du temps, surtout, m'effolait. J'ai pris alors, ce qui était devenu une habitude, un moment de réflexion pour voir clairement toutes mes motivations. Mais aucune solution n'était en vue. C'est alors qu'est venue la pensée la plus inattendue pour moi ; une pensée du genre : «Tu n'as aucune idée sur la façon de t'en sortir. Peut-être que tu pourrais prier à ce sujet...» Ce fut un choc : Dieu, la prière, la

religion étaient complètement sortis de ma vie depuis tellement longtemps!

Après avoir mis une demi-journée à «récupérer», aucune autre idée pratique n'étant venue, je me suis finalement résolue à essayer celle-là, «pour voir», tout en me sentant plutôt stupide. J'ai attendu un moment où j'étais sûre de ne pas être interrompue ou surprise par quelqu'un et j'ai «exprimé quelque chose» dans un style très «personnel», avec toute la conviction dont j'étais capable vis-à-vis d'un Dieu que je ne connaissais pas. Le soir même, j'avais une vague idée d'une solution possible et le lendemain matin c'était clair. Coïncidence? Ou cela serait-il arrivé de toute façon? C'est un fait qu'à partir de ce moment-là j'ai commencé à me poser des questions sur l'existence possible de Dieu.



Cette expérience m'avait suffisamment intéressée pour que je «réessaye» de temps en temps. Bien sûr, je n'en avais jamais parlé à personne (sauf par lettre à une amie qui se trouvait au loin) : je me sentais incapable de dévoiler cet aspect de moi-même (surtout que j'étais connue pour mon attitude antireligieuse) et aussi je voulais tout découvrir par moi-même, à mon propre rythme, sans l'influence de personne. «J'en parlerais peut-être plus tard.» Ai-je eu tort ou raison...? C'est différent pour chacun.

Un «blocage» disparaît

Quand notre groupe se trouvait en Afrique du Sud en mars 1977, j'ai pris conscience d'autre chose. Au fond de moi-même, il y avait comme un «blocage», qui m'empêchait d'être vraiment ouverte au pays et au travail que nous allions y faire. Je me suis aperçue que c'était une lutte entre ce «pouvoir» que j'avais commencé à découvrir et ma raison qui n'arrivait pas à comprendre. (J'hésite encore à dire

Dieu: c'est un pas à faire qui amène tant de changements dans la vie qu'on y réfléchit à plusieurs reprises avant de se lancer.)

Après quelques jours, j'ai finalement décidé que, ne sachant pas de quel côté pencher, la seule chose à faire était de continuer à baser ma vie sur l'écoute et l'obéissance à ma «voix intérieure». Si en cours de route je trouvais Dieu, très bien. Si je ne Le trouvais pas, très bien aussi; pourvu que j'aie l'humilité de L'accepter si je Le découvrais. Décision importante à prendre, mais une fois prise, mon «blocage» intérieur a disparu.

Pendant l'été 1977, notre groupe se trouvait au centre de Caux. Au cours du moment de préparation en commun qui précédait une des représentations de *L'Heure du Choix (Time to Choose)* — spectacle que nous avions créé ensemble — j'ai pensé: «Si Dieu existait vraiment, il est évident que je Lui donnerais toute ma vie, car Il saurait bien mieux que moi qu'en faire, et dans mon intérêt en plus. Sans pouvoir l'expliquer, je me sens de plus en plus ouverte à l'idée que Dieu existe. Est-ce que je serais prête à prendre le risque de donner ma vie au peu que j'ai découvert de ce Dieu?» Je me suis dit: «D'accord.»

J'ai très vaguement eu conscience de quelque chose qui changeait au fond de moi-même. Je ne sais pas très bien ce qui s'est alors passé. Mais ce soir-là, j'ai senti quelque chose de différent dans la qualité de ma participation au spectacle.

Le lendemain, je pensais que «donner sa vie à Dieu, c'est très bien, mais cela ne la rendra pas plus facile». Je m'en suis rendu compte le jour même; mais j'ai aussi découvert que j'avais une nouvelle attitude devant les difficultés, une façon plus positive d'y faire face.

Puiser l'énergie nécessaire

A la fin de la conférence d'été à Caux, la pensée m'est venue clairement que je devrais retourner en Afrique australe pour les prochains mois et en particulier en Rhodésie en octobre. C'était tellement clair (ce n'est pas souvent le cas chez moi) que j'ai très vite décidé d'obéir à cette pensée. D'un point de vue pratique, cela voulait dire trouver environ 5000 F et accomplir toutes les formalités administratives en moins d'un mois. C'est surtout l'aspect financier qui m'affolait, mais en même temps je me disais: «Si c'est Dieu qui m'a demandé de partir, Il va me donner les moyens d'y arriver. Il est évident que je ne trouverai pas les 5000 F seule en si peu de temps. J'ai besoin de l'aide des autres, mais elle ne viendra que si je fais personnellement le maximum.» Du travail de secrétariat à domicile m'a rapporté une petite part de la somme

totale. Le reste est venu d'amis, de parents et aussi de personnes que je connaissais moins bien et qui se sentent concernées par l'Afrique australe. Les derniers francs sont arrivés deux jours avant mon départ...

J'ai découvert à cette occasion que prier, ce n'était pas «chercher refuge auprès de Dieu»; ce n'était pas fuir devant les difficultés de la vie et, comme je le croyais, une preuve de faiblesse. C'était au contraire puiser l'énergie nécessaire pour faire ce à quoi l'on se sent appelé. Je vois deux aspects dans la prière: s'exprimer, dans tous les sens... c'est une façon positive de penser aux gens et aux choses — et écouter ce que Dieu a à me dire, être disponible aux idées qu'Il pourrait m'envoyer. Et là, je retrouve ce que je faisais depuis longtemps dans mes moments de réflexion quotidiens. Finalement, à travers eux, sans m'en rendre compte, j'ai plus ou moins vécu comme si Dieu existait, dans la mesure où j'étais prête à n'importe quoi.

Faire confiance à l'avenir

En Rhodésie, j'ai traversé un moment difficile où toutes sortes de problèmes face à l'avenir et de remises en question se sont tout à coup posées. J'avais envie de tout lâcher. Par exemple, une chose que tout d'un coup je n'arrivais plus à accepter était le fait de vivre sans salaire et donc, comme je le pensais alors, «aux crochets des autres». Je l'ai ressenti très profondément. C'est à ce moment-là qu'une lettre m'a appris qu'une personne retraitée m'avait envoyé un chèque très généreux à Paris. Je me suis dit: «Vraiment, que cela m'arrive maintenant, après tout ce que j'ai pensé...» Cela ne m'a apporté aucune réponse à la question de vivre sans salaire, mais le fait qu'une personne me connaissant assez peu m'ait envoyé quelque chose de sa propre initiative alors que je n'étais même pas là pour lui rappeler mon existence, m'a au moins donné à croire que j'étais encore bien à ma place, indépendamment de ce que je ferais plus tard. Et le moral est remonté, m'aidant à surmonter le reste.

Cette expérience a certainement été un approfondissement de mon début de foi et de mon engagement dans l'action du Réarmement moral. J'apprends de plus en plus à faire confiance à l'avenir, même si je ne comprends pas forcément toujours le présent.

Un instrument disponible

Tout cela m'amène peu à peu à une perspective nouvelle de la vie. L'essentiel ne serait-il pas de me laisser guider complètement par

Dieu, d'être pour Lui un instrument — médiocre certes — mais entièrement disponible, et ceci quels que soient les résultats, mon avenir personnel ou celui du pays dans lequel je me trouve? Si Dieu existe, Il doit avoir un plan pour le monde et chaque individu, et je veux Lui faire confiance pour cela.

Je lisais récemment dans un journal: «Si l'on a entrevu un chemin, il faut le faire connaître aux autres.» Dans cet esprit-là, j'ai décidé d'écrire ce que j'ai découvert — sans le vouloir et l'avoir jamais recherché. C'est comme un sentier étroit sur lequel j'ai commencé à marcher — sans du tout savoir où il me mènera. Mais il m'a ouvert un horizon si passionnant que je n'ai aucune intention de le quitter. Sans être encore capable de vraiment l'évaluer, j'ai l'impression d'avoir probablement découvert la chose essentielle avec quoi avancer dans la vie.

Florence Dommel.



Toujours près de vous.
Même à l'étranger!

winterthur
assurances

«Winterthur»
Société Suisse d'Assurances
General Guisan-Strasse 40
8401 Winterthur

Autour du monde avec le Réarmement moral

Nouveau centre à Bombay

Pour disposer d'un centre de rencontre permanent à Bombay, les responsables du Réarmement moral en Inde se sont portés acquéreurs de deux appartements contigus dans un immeuble au nord-ouest de la ville, non loin des bureaux de l'hebdomadaire *Himmat*. Cette acquisition s'est faite, cela va sans dire, sans que soit versé le moindre pot-de-vin, comme un certain usage l'aurait voulu. Le prix de revient total est de 700 000 FF. Une première tranche de 100 000 FF. a été versée grâce aux dons généreux venus de Suisse, d'Angleterre, du Japon et de l'Inde. Des femmes indiennes ont organisé des ventes pour rassembler les sommes nécessaires à l'achat de l'équipement ménager.

Colloque japonais

Une centaine de responsables patronaux et syndicaux de l'industrie japonaise ont participé à la fin du mois de mai à un colloque intitulé: Pour un ordre politique et économique international qui soit dynamique et harmonieux. La rencontre était organisée par le Réarmement moral sous les auspices de la société Toshiba Electric. Plusieurs Australiens et Européens avaient été invités à prendre la parole à ces journées. Le président de l'Institut japonais de recherches sur l'économie mondiale, M. Kiushi, a insisté sur le changement de comportement nécessaire dans les cercles éco-

nomiques de son pays. « Nous devons apprendre à respecter la justice dans le commerce international et à prendre conscience des répercussions de notre attitude sur les autres pays », a-t-il déclaré.

Rencontre aux Philippines

Dans le climat de tension qui règne entre le gouvernement chrétien de Manille, aux Philippines, et les musulmans séparatistes du sud, des représentants des deux groupes religieux ont participé à un colloque de quatre jours, organisé sous les auspices du Réarmement moral. Le thème en était « Partenaires pour édifier notre pays ». A cette occasion un groupe d'étudiants de Manille avait mis en scène l'histoire véridique de la réconciliation d'une famille islamo-chrétienne et de son action auprès de 200 familles de réfugiés venus de Mindanao.

Un film suédois

Le lendemain de l'ouverture de la conférence de Caux, la délégation suédoise a présenté un court-métrage retraçant les épisodes principaux de la vie de Peter Wieselgren (1800-

1877). Le prédicateur suédois avait fondé les premiers mouvements de tempérance à une époque où l'alcoolisme faisait des ravages terribles dans le pays — les ouvriers étant souvent payés en boissons alcoolisées — et où les orphelins étaient vendus aux enchères aux agriculteurs qui avaient besoin de main-d'œuvre.

Aimé des classes populaires, honni par d'autres, surtout dans les milieux de l'*establishment*, à cause de son tranchant moral, Wieselgren a été à l'origine d'importantes transformations sociales dans la Suède du XIX^e siècle. Son arrière-petit-fils est aujourd'hui un des responsables du Réarmement moral en Suède.

Subventionné par les parlementaires participant à la lutte anti-alcoolique, ce film, qui est une production du Réarmement moral et du cinéaste Haakan Cronstioe, va être diffusé dans les écoles par l'intermédiaire des centres audiovisuels installés dans chaque ville du pays.

«Un rôle irremplaçable»

Dans l'hebdomadaire romand *Le Protestant*, le pasteur Jean-Jacques Maison consacre un long article au centenaire de la naissance de Frank Buchman. Il écrit en conclusion: « A l'heure où l'O.N.U. s'enlise dans des pourparlers, où les grandes puissances font leur petit jeu par-dessus la communauté internationale et son inefficace Assemblée générale, et où le Conseil œcuménique des Eglises, au lieu d'être lieu et instrument de dialogue, prend parti et soutient les uns contre les autres, je suis convaincu que la dynamique de la paix qu'incarnent les disciples de Frank Buchman a encore un rôle irremplaçable à jouer. »

A g., le colloque de Tokyo. A dr., une scène du film suédois.



L'Europe vue par un éleveur néo-zélandais

Une interview de Jean-Jacques Odier

Y a-t-il optiques plus différentes, dans le monde agricole, que celle du paysan européen et celle de l'éleveur néo-zélandais? C'est la question que l'on peut se poser quand on parle avec Garfield Hayes, un éleveur et cultivateur de l'île du Sud, qui vient de sillonner l'Europe agricole depuis un mois en compagnie d'un de ses collègues, Tom Ormond, qui appartient au peuple maori. Mais l'autre question qui s'impose est celle-ci: une convergence est-elle possible? La *Tribune de Caux*, en liaison avec son confrère de langue allemande *Caux-Information*, a interrogé M. Hayes, qui participe à la conférence de Caux.

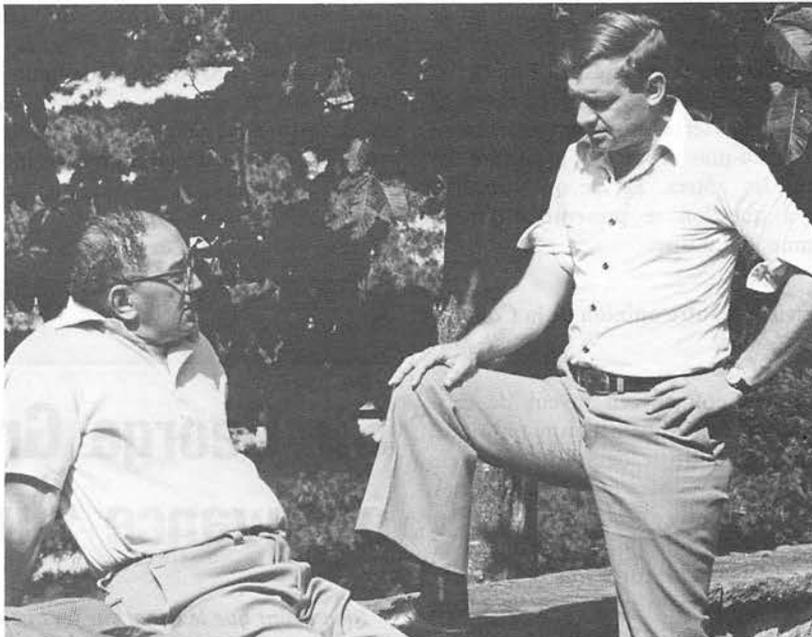
— Quelles sont les impressions les plus marquantes que vous ayez recueillies au cours de votre tournée européenne?

— Nous avons visité tour à tour le Danemark, l'Allemagne, l'Ecosse, l'Angleterre et la France. Chaque pays me frappe à sa manière, mais voici, très schématiquement, mes impressions d'ensemble.

Les conditions propres à l'agriculture en Nouvelle-Zélande et en Europe sont radicalement différentes. Tout d'abord, la taille des exploitations. En Nouvelle-Zélande, elle est en moyenne de 300 à 400 hectares pour un élevage de moutons. Chez nous, on estime à 2000 têtes le seuil de viabilité économique pour l'élevage des moutons. Nous tirons un revenu aussi bien de la laine que de la viande. En ce qui me concerne, j'ai 60 hectares de blé, 80 hectares de luzerne, 3600 brebis, en tout 5000 têtes, ce qui fait, en été, avec les agneaux, 8000 à 9000 têtes.

Deuxièmement, la question climatique: vous n'avez pas le grand avantage que constitue pour nous le cycle modéré des saisons. L'herbe, chez nous, pousse onze mois par an. Nous pouvons laisser paître nos bêtes toute l'année, ce qui a aussi l'avantage de nourrir les terres. L'espace dont nous disposons nous permet un cycle de culture plus souple; nous pouvons cultiver beaucoup de trèfle, qui fixe l'azote. Tout cela nous évite l'emploi d'engrais très coûteux. D'une manière générale, je constate que vous répandez beaucoup plus d'engrais que nous.

Toutes ces raisons aboutissent à des coûts de production radicalement différents, d'autant plus que le niveau des salaires agricoles est aussi beaucoup plus élevé en Europe, ou du moins en France et au Danemark, qu'en Nouvelle-Zélande. Pour un agneau de 13 à 16 kilos — poids normal chez nous — nous touchons 6 livres sterling. En Angleterre, un agneau de 20 kilos se vend de 25 à 30 livres.



Garfield Hayes (à droite) avec son collègue maori Tom Ormond

En outre, il s'est développé en Europe tout un système complexe de subventions qui n'est pas du tout dans nos habitudes. J'ai été frappé par exemple des déductions fiscales ou des subsides qui sont accordés dans certains pays d'Europe pour la dépréciation du matériel agricole.

Evidemment, je comprends très bien d'une part le souci des hommes politiques de ne pas grever davantage la situation de l'emploi et de ne pas prendre le risque de voir se dépeupler les campagnes. Enfin, j'ai rencontré, surtout en Europe continentale, une peur de la guerre qui pousse chaque pays à se rendre autonome sur le plan alimentaire.

— L'Europe n'est donc pas un concurrent pour vous?

— Absolument pas, étant donnée la disparité des prix. Mais je dois ajouter un détail technique important. En Angleterre, les agneaux sont mis sur le marché à une période précise de l'année. A cause de nos conditions climatiques, nous fournissons la viande dans les saisons creuses, ce qui complète parfaitement le marché britannique. En France, c'est différent, puisqu'on approvisionne le marché toute l'année en nourrissant artificiellement le bétail dans les étables.

J'ai souvent rencontré en France cette réaction instinctive: «Mais vous allez envahir notre marché!» En réalité, ce danger n'existe pas, d'une part parce que nous sommes presque au maximum de nos possibilités de production en ce qui concerne le mouton et d'autre part parce que vous n'avez pas les équipements frigorifiques nécessaires. Il paraît qu'il n'y a presque pas de congélateurs pour la viande au marché

central de Rungis. Il nous est donc impossible d'exporter en France.

Le danger que court la France, c'est un apport supplémentaire de viande anglaise. Mais je pense personnellement que cette concurrence est bénéfique.

— Seriez-vous prêts à dire cela devant des agriculteurs français?

— Cela ne me fait pas peur. Il paraît qu'il existe chez les consommateurs français une attitude qui consiste à penser que parce qu'un produit est cher, il doit être de bonne qualité. C'est du moins ce que l'on m'a dit lors de ma

visite à l'hebdomadaire *La France agricole*. Les produits chers partent les premiers!

— **Que pensent les agriculteurs néo-zélandais de l'Europe?**

— Il y a en Nouvelle-Zélande une fausse impression qui consiste à croire que l'agriculture européenne n'est pas très efficace et que, si seulement le marché était totalement libre, les choses iraient mieux.

— **Est-ce là aussi votre sentiment?**

— Vous me mettez au pied du mur. Il faut dire que pour la Nouvelle-Zélande, la question agricole est fondamentale. 70% de notre viande est exporté en Grande-Bretagne. Nous ne désirons pas augmenter ce pourcentage, mais le maintenir. Nous espérons d'ailleurs que c'est ce qui résultera des accords de Bruxelles. L'agriculture représente 87% de nos exportations. Malgré cela, les éleveurs de moutons ne sont que 35000 sur une population de 3 millions.

La vue de champs de céréales, en France par exemple, me donne l'impression d'un potentiel extraordinaire. Les terres européennes me semblent à cet égard plus propices à la culture des céréales que les nôtres. En ce qui concerne l'élevage, la question se présente différemment, comme je l'ai dit.

— **Et quelle est votre opinion de la Communauté européenne?**

— Je suis entièrement en faveur de cette communauté, qui était une nécessité politique. Mais la question subsiste de savoir comment on peut arriver à des cours plus économiques. La guerre de la pomme de terre qui se livre actuellement en Europe fait partie du même problème. Si l'Espagne entre dans le Marché commun, la question se posera de la même façon pour les légumes et les fruits. Chaque pays a ses difficultés.

Je suis venu avec un esprit tout à fait ouvert, me demandant si nous devions, en Nouvelle-Zélande, nous tourner vers d'autres productions. Mais ce séjour m'a confirmé dans ma conviction que notre pays demeurerait le producteur le plus économique du point de vue de la viande. La France, elle, est particulièrement bien placée pour les céréales. Je crois que nous devons tous produire au mieux de notre capacité ce qui convient à nos conditions propres.

L'intérêt personnel est certainement un facteur de poids dans l'esprit de l'agriculteur. On comprend d'ailleurs qu'en Europe un cultivateur désire obtenir le plus possible d'avantages de la Communauté européenne. J'ai constaté cela partout. Et c'est seulement par le Réarme-

Je crois comprendre que les ministres de l'agriculture des Neuf désirent peu à peu arriver à en finir avec les subventions; ils veulent aussi s'attaquer au problème des surplus. La vie sera plus difficile pour l'agriculteur dont l'exploitation est moins rentable. Je crois qu'on sera obligé d'en arriver là. Cela profitera en définitive au consommateur européen. ment moral que j'ai rencontré des agriculteurs qui avaient une vue plus large, qui prenaient la peine d'aller rendre visite à leurs collègues d'autres pays pour essayer de comprendre leurs problèmes. Je souhaiterais que des agriculteurs européens puissent un jour se rendre en Australie et en Nouvelle-Zélande dans cet esprit. Je pense qu'au lieu de nous disputer pour la distribution du gâteau sur le plan mondial, nous devrions chercher davantage, lors de conférences comme celles de Caux, une meilleure distribution de ce que nous produisons les uns et les autres.

A ce sujet, j'ai été très sensible à la déclaration de M. Peter Mills, président du comité du parlement britannique chargé de l'étude de la législation européenne.

«Nous essayons, disait-il, de limiter le montant de nos importations de viande. Mais alors ne déversons pas nos surplus sur le marché mondial!» Cette déclaration nous intéresse au

premier chef, puisque l'exportation massive de beurre européen nous a fait beaucoup de tort.

J'aimerais enfin ajouter que j'ai beaucoup apprécié ma visite à *La France agricole*. La Rédaction de ce journal est désireuse de connaître la situation d'autres pays et m'a demandé des articles sur la Nouvelle-Zélande. Je crois que ces échanges sont très utiles et revêtent une très grande importance.

— **Une dernière question: vous avez mentionné dans un récent exposé que la Nouvelle-Zélande s'abstient maintenant de produire du sucre par égard pour l'économie des îles Fidji, dont c'est la principale production. Pensez-vous qu'une telle attitude peut faire école?**

— Il existe en Nouvelle-Zélande un fort groupe de pression tendant à encourager au contraire la production sucrière, surtout depuis que nous éprouvons plus de difficultés à vendre la viande d'agneau ou le beurre en Europe. Mais le gouvernement a estimé qu'une telle façon de voir les choses porterait un grave préjudice à l'économie de Fidji. Une telle décision peut-elle inspirer d'autres pays à envisager la situation sous le même angle? Il est difficile de le dire. Chaque pays doit décider pour lui-même ce qu'il convient de faire.

J.-J. Odier.

PROFIL

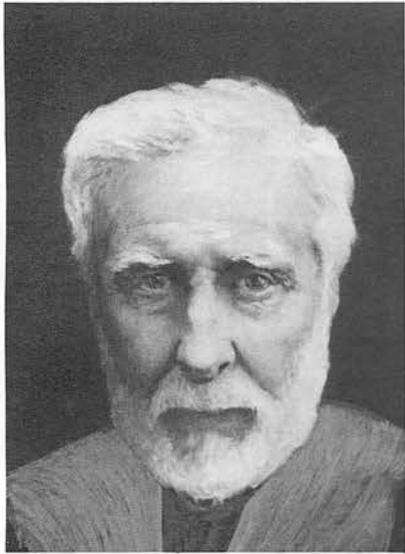
Sir George Grey, un démocrate en avance sur son temps

Bien avant que le débat sur les institutions démocratiques et sur les libertés ne se soit engagé à l'échelle mondiale comme il l'est aujourd'hui, il s'est trouvé des hommes politiques ou des serviteurs de l'Etat qui, par conviction personnelle ou à cause de leurs qualités humaines, ont su inscrire dans la société de leur temps des structures «démocratiques» fort audacieuses pour l'époque. Ce fut le cas de l'Anglais George Grey (1812-1898), que sa carrière conduisit dans plusieurs des grandes colonies britanniques. Nous reproduisons ci-dessous le portrait de Grey tel que l'a brossé M. Kim Beazley, ancien ministre australien de l'Education, lors de l'exposé qu'il a fait à New-Delhi sur le sujet «Démocratie et conscience» (voir Tribune de Caux N° 80, juin 1978).

En 1830, un jeune officier du nom de George Grey, frais émoulu de l'Ecole militaire de Sandhurst, fut envoyé en Irlande. Sa tâche était d'escorter les collecteurs d'impôt qui venaient prélever auprès des Irlandais, par la force, la dîme que s'octroyait l'Eglise anglicane d'Irlande. Il avait dix-huit ans, un âge où l'intelligence est en plein développement, où l'on voit les choses avec lucidité et sans cupi-

dité ni ambition. Le jeune Grey ne put s'empêcher de s'interroger sur la terrible misère du peuple irlandais.

Tout au long du XIX^e siècle, le problème le plus douloureux de la politique britannique avait été la question irlandaise. Au début du siècle, le pays comptait neuf millions d'habitants. Cent ans plus tard, il n'en comptait plus que deux millions et demi. A cause de la



Sir George Grey, d'après un tableau de l'époque

famine et parce qu'on n'importait pas de produits alimentaires, un million de personnes moururent de faim. Pour les autres, il n'y avait qu'une issue: émigrer. Selon le jeune officier, il y avait trois raisons à cette situation dramatique:

Premièrement, le fait qu'on avait imposé à ce pays catholique une religion dont la population ne voulait pas.

Deuxièmement, les deux tiers des terres appartenaient à quinze cents propriétaires absents. Cela avait commencé lorsque la reine Elisabeth I avait donné quarante mille acres de terres irlandaises à son favori à la cour, le comte d'Essex. Comme au temps du mouvement des clôtures en Angleterre, cette saisie de terres entraînait parfois l'expulsion de la population locale.

Troisièmement, Grey estimait que les Irlandais n'avaient aucun représentant pour défendre leurs intérêts. A Londres, lorsque furent connus les faits concernant la famine irlandaise, l'idée n'est pas venue au Parlement d'importer de la nourriture en Irlande. Un parlement irlandais réuni sur place aurait, confronté au problème de la famine, importé de la nourriture pour le peuple. Les lois anglaises sur le commerce du blé ne concernaient pas l'Irlande. Le remède eût été l'autonomie politique (*home rule*), c'est-à-dire un parlement irlandais. Grey songeait à un vice-roi, à un sénat, à une chambre des représentants, évitant soigneusement les termes de Chambre des Lords et Chambre des Communes. En 1830, c'étaient là des idées fort avancées.

Désespéré d'être si peu compris, il posa sa candidature pour diriger une mission d'explo-

ration dans le nord-ouest de l'Australie. Il s'agissait de résoudre le mystère posé par certaines rivières. Il n'avait que 25 ans et pourtant il fut nommé à la tête d'une expédition de 12 hommes. Un jour, alors qu'il opérait une reconnaissance, il s'est trouvé menacé par un groupe de deux cents Aborigènes. Il interdit au soldat qui l'accompagnait de se servir de son fusil et entreprit — étonnant exercice de patience — de faire demi-tour et de marcher tranquillement jusqu'à la côte. Soudain, un javelot lui perça l'épaule. Il fit alors feu, pour se reprocher ensuite amèrement d'avoir peut-être touché un Aborigène. Gravement atteint, il parvint néanmoins à ramener son expédition jusqu'à Perth, à 1500 milles de là. Sa prudence devant ces Aborigènes et les scrupules qu'il s'était faits devaient avoir d'importantes conséquences: il fut aussitôt nommé administrateur à Albany, dans le sud de l'Australie occidentale. Pour les mêmes raisons qui l'avaient poussé, en Irlande, à respecter la religion des autres, il se sentit amené à étudier la langue et la religion des Aborigènes qui l'entouraient ainsi qu'à s'intéresser à leur mode de propriété de la terre, problème auquel il avait été sensibilisé lors de son séjour en Irlande. Il fut ainsi le premier à avoir écrit un livre sur la langue des Aborigènes de la côte occidentale. Il prit aussi l'habitude de payer à la demi-journée les Aborigènes qui travaillaient pour lui, de façon à leur permettre de partir en brousse quand l'envie leur en prenait. Il sentait, en effet, que c'était à lui de se conformer à leurs coutumes et non à eux de se conformer aux coutumes européennes.

Les droits des Maoris

C'était à une époque où éclataient de nombreux conflits sur des questions de terre entre les colons d'Australie du Sud et les Aborigènes. C'est alors que George Grey, à l'âge de 28 ans, fut nommé gouverneur de cette colonie. Il fit le nécessaire pour que les colons cessent de s'emparer d'immenses terres et les installa sur des fermes d'importance plus modeste et plus faciles à exploiter.

En Nouvelle-Zélande, des conflits du même ordre se produisirent. Grey y fut envoyé comme gouverneur. Il avait 31 ans. La *New Zealand Land Company*, qui gérait et vendait les terres agricoles, cherchait à revendre aux colons des terres qu'elle prétendait avoir achetées aux Maoris, un total de 26 millions d'acres (11 millions ha). Grey réduisit ce total à 100 000 acres (40 000 ha); il établit le principe que les Maoris étaient propriétaires de leurs terrains de chasse (des terres inexploitées) et de leurs terres cultivables. Il s'était même déclaré prêt à accepter que les Maoris aient la majorité dans les décisions de la colonie (il y avait à

l'époque 16 fois plus de Maoris que de Blancs), mais il fut muté en Afrique du Sud.

De retour en Nouvelle-Zélande pour un second mandat de gouverneur, il institua quatre sièges maoris au parlement national, avec la possibilité pour les Maoris d'être candidats pour tous les autres sièges.

Pour le suffrage universel

Durant un séjour de quelques années en Angleterre, il se fit élire député (à Newark) en 1870, battant ses rivaux libéraux et conservateurs, en inscrivant à son programme la constitution en Irlande d'un Sénat et d'une Chambre des Représentants. Il ne réussit pas, néanmoins, à convaincre le premier ministre Gladstone d'adopter l'autonomie interne (*home rule*), qui ne devait être accordée à l'Irlande que seize ans plus tard, et il repartit pour la Nouvelle-Zélande. Il y devint premier ministre et se fit l'avocat du droit de vote pour les femmes. La loi ne fut votée que sous son successeur et protégé Richard Seddon. C'était néanmoins la première fois qu'une telle campagne était menée dans un pays anglophone.

En 1891, venu participer en Australie à la conférence qui devait aboutir, en 1901, à la Fédération des colonies australiennes, il prit position, envers et contre tous, pour que le Sénat soit élu au suffrage universel, ce qui fut adopté lors de la Convention constitutionnelle qui suivit. Ce fut une fois de plus une démarche audacieuse lorsqu'on songe qu'aucune des chambres hautes des différentes colonies n'était élue démocratiquement. Bien que la Nouvelle-Zélande eût décidé de ne pas adhérer à la fédération australienne, Grey avait obtenu une décision d'importance.

Que l'on étudie les batailles menées par Grey pour empêcher les grands propriétaires de s'emparer de toutes les terres en Irlande, en Australie du Sud ou en Nouvelle-Zélande; que l'on étudie ce qu'il a fait pour les droits politiques des Irlandais et des Maoris ou pour l'équilibre des forces politiques en Australie et l'on constate que c'était un combat permanent pour la création de structures éthiques et justifiables sur le plan moral. Pour lui, les institutions politiques et sociales devaient incarner le respect de l'homme, une conviction fondamentale qu'illustrent ces phrases tirées de ce qu'il écrivit au lendemain de la mort de son fils:

«La voix qui est en moi m'a dit: cesse de te lamenter pour cet enfant. Ne pleure pas les morts. Pleure pour ceux qui vivent et qui vont vivre. Lève-toi et bats-toi pour les masses innombrables qui doivent endurer les souffrances que leur imposent des hommes insensés.»

Kim E. Beazley.

**Swissair Fly-Drive:
Vol de ligne et
voiture pour un prix
raisonnable.**

**Atterrir.
Débarquer.
Prendre le volant.
Démarrer.**



Tous renseignements auprès de Swissair et de votre agence de voyages IATA.